

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 décembre 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 13 juin 2005
relative aux communications électroniques
en ce qui concerne l'octroi automatique
du tarif social**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES**

Voir:

Doc 55 0642/ (2019/2020):

- 001: Proposition de loi de M. Van den Bergh et Mme Dierick.
- 002 et 003: Amendements.
- 004: Rapport de la première lecture.
- 005: Articles adoptés en première lecture.
- 006: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 december 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 13 juni 2005
betreffende de elektronische communicatie
met betrekking tot de automatische
toekenning van het sociaal tarief**

**ADVIES VAN
GEGEVENSBECHERMINGS AUTORITEIT**

Zie:

Doc 55 0642/ (2019/2020):

- 001: Wetsvoorstel van de heer Van den Bergh en mevrouw Dierick.
- 002 en 003: Amendementen.
- 004: Verslag van de eerste lezing.
- 005: Artikelen aangenomen in eerste lezing.
- 006: Amendementen.

03788

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 135/2020 du 11 décembre 2020

Objet: Avis sur la proposition de loi (Doc. parl., 55, 0642/006) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne l'octroi automatique du tarif social (CO-A-2020-135)

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis du Président de la commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales de la Chambre des Représentant, Jean-Marc Delizée, reçue le 23 octobre 2020;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspas, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 11 décembre 2020, l'avis suivant :

I. Objet et contexte de la demande

1. En date du 23 octobre, le Président de la commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales de la Chambre des Représentant a sollicité l'avis de l'Autorité sur la proposition de loi (Doc. parl., 55, 0642/006) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne l'octroi automatique du tarif social (ci-après « la proposition de loi 1 »). Cette proposition de loi a pour but de mettre en place un système d'octroi automatique des tarifs sociaux en matière de télécommunications (téléphonie et internet), à l'instar de ce qui existe déjà en matière de tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité.
2. Selon les développements de la proposition de loi déposée à la Chambre en date du 17 octobre 2019 ((Doc 55, 0642/001), la mise en place d'un tel système vise d'une part, à éviter qu'une personne rentrant dans les conditions pour recevoir le tarif social ne le reçoive pas parce qu'elle n'a pas accompli les démarches nécessaires et, d'autre part, à limiter les charges administratives qu'entraîne le système d'octroi actuel pour lequel l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT ») consacre chaque année 8.000 heures de travail.
3. Actuellement, l'application des tarifs sociaux en matière de téléphonie et d'accès à l'internet est basée sur un système d'octroi à la demande. Il appartient à toute personne voulant bénéficier de ce tarif social d'en faire la demande auprès de son opérateur qui transmet la demande à l'IBPT pour vérification du respect des conditions d'octroi dans le chef du demandeur. C'est, en effet, l'IBPT qui est chargé de vérifier si la personne concernée répond aux conditions pour en bénéficier¹. Diverses bases de données² sont consultées dans ce cadre par l'IBPT, par l'intermédiaire de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et sur base du numéro d'identification du Registre national de la personne concernée. Une base de données a également été créée par l'IBPT afin d'éviter les doubles attributions de tarifs sociaux (auprès d'opérateurs différents)³.
4. Actuellement, ainsi qu'il ressort de l'article 22 de l'annexe à la loi précitée du 13 juin 2005, seule une personne par ménage peut bénéficier du tarif social télécom si les revenus de ce ménage ne dépassent pas un certain montant et si au moins une personne de ce ménage répond à au moins un des critères suivants : être âgé de 65 ans et plus, être bénéficiaire du revenu d'intégration ou souffrir d'un handicap d'au moins 66 %. Les personnes ayant une perte d'ouïe (70 dB à la meilleure

¹ Cf AR du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques et article 22 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

² Cf. Délibération 06/015 du Comité sectoriel Sécurité sociale du 7 mars 2006 modifiée les 5/04/2011, 7/02/2012, 4/09/2012 et 6/05/2014 et Délibération 08/2011 du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

³ Article 22, 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

oreille) ou ayant subi une laryngectomie et les militaires devenu aveugles en mission peuvent, quant à eux, bénéficier de ce tarif social sans condition de revenus.

5. En plus de mettre en place l'octroi automatique de ce tarif social en lieu et place de son octroi à la demande, la proposition de loi modifie également les conditions d'octroi de ce tarif en les calquant sur celles du tarif social en matière d'électricité et de gaz. Peut bénéficier de ces derniers tarifs, tout client d'un fournisseur d'énergie qui remplit dans son chef ou dans celui d'une personne vivant sous son toit une des conditions suivantes : être bénéficiaire du revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière ou encore d'une allocation d'attente d'une allocation sociale octroyée par un CPAS, être bénéficiaire d'une allocation octroyée par la DG Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale (allocation d'handicapés suite à une incapacité permanente de travail de 65%, allocation de remplacement de revenu, allocation d'intégration, allocation d'aide aux personnes âgées, allocations familiales supplémentaires pour enfant souffrant d'incapacité physique ou mentale), être bénéficiaire d'une allocation d'aide aux personnes âgées octroyée par une institution d'une entité fédérée et assimilée par AR à l'allocation visée à l'article 15/10, §2/2, 2°, e) de la loi précitée du 12 avril 1965, être bénéficiaire d'une allocation du Service fédéral des Pensions (revenu garanti aux personnes âgées, de la garantie de revenu aux personnes âgées (grapa), d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne ou d'une allocation de complément du revenu garanti octroyé), ou encore être locataire d'un logement social dont chauffage est assuré par une installation collective dont l'immeuble est géré par une société de logement social, des sociétés régionales du logement, les sociétés de logement social agréées par les gouvernements régionaux ou le CPAS.

II. Examen

Remarques introductives sur les principes de nécessité et de proportionnalité de l'ingérence dans le droit à la protection des données à caractère personnel que constitue la mise en place du système d'octroi automatique du tarif social en matière de télécom.

6. Tout traitement de données à caractère personnel constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées. En tant que tel, cette ingérence n'est admissible que si elle est nécessaire et proportionnée à l'objectif d'intérêt général qu'elle poursuit. L'auteur d'une norme encadrant le traitement de données à caractère personnel doit être à même de démontrer la réalisation de cette analyse préalable de nécessité et proportionnalité.

7. Le principe de nécessité requiert non seulement d'évaluer l'efficacité du traitement envisagé aux fins de l'objectif poursuivi mais aussi de déterminer si ce traitement, tel qu'il est envisagé, constitue la voie la moins intrusive pour atteindre cet objectif.
8. Si la nécessité du traitement de données à caractère personnel est démontrée, il faut encore démontrer que celui-ci est proportionné (au sens strict) à l'objectif qu'il poursuit, c'est-à-dire qu'il existe un juste équilibre entre les différents intérêts en présence, droits et libertés des personnes concernées ; en d'autres termes, il y a lieu de vérifier que les inconvénients causés par le traitement tel qu'il est envisagé ne sont pas démesurés par rapport à l'objectif poursuivi.
9. En l'espèce, l'Autorité relève que **la mise en place d'octroi automatique de droits sociaux implique, par nature, la réalisation d'un traitement massif de données à caractère personnel consistant, en l'espèce, à collecter les données de tous les abonnés des services de téléphonie et de l'accès à l'internet auprès des opérateurs télécom afin de pouvoir filtrer lesquels parmi eux présentent les qualités requises pour bénéficier du tarif social** en vue leur octroyer automatiquement le tarif social.
10. Bien que l'Autorité comprenne l'intention des auteurs de la proposition de loi de lutter contre la diminution du nombre de personnes bénéficiant de ces tarifs sociaux (305.913 en 2014 alors qu'ils étaient encore au nombre de 385.063 en 2011) alors que l'exposition au risque de pauvreté ne diminue pas en Belgique, il convient de pouvoir justifier en quoi le système d'octroi automatique améliorera cette situation (ce qui présuppose de mettre en évidence les raisons pour lesquelles le nombre de personnes bénéficiant des tarifs sociaux diminue) et d'opter pour un système qui présente un juste équilibre.
11. Dans cette analyse, il convient également d'apprécier la faisabilité de la mise en place d'un système d'octroi automatique de tarif social en matière de télécommunications et d'avoir égard dans ce cadre aux différences qui existent en la matière entre le secteur des télécoms et celui des fournisseurs d'énergie. Tout d'abord, alors qu'une seule personne par ménage conclut un contrat avec un fournisseur d'énergie ; c'est généralement plusieurs personnes par ménage qui concluent un contrat avec un opérateur télécom. Le public cible est donc plus large et appliquer les conditions tarifaires sociales en place en matière d'énergie au secteur télécom aura pour conséquence une augmentation du nombre de personnes disposant du tarif social (actuellement limité à une seule personne par ménage).
12. Ensuite, contrairement aux fournisseurs d'énergie, tous les opérateurs de services de communications électroniques ne sont pas tenus d'être fournisseurs du tarif social. En vertu de l'article 74 de la loi du 13 juin 2005 sur les communications électronique, seuls les opérateurs

(offrant la téléphonie fixe ou l'internet fixe) dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions d'euros, sont tenus de fournir le tarif social sur tous leurs plans tarifaires. Les opérateurs dont le chiffre d'affaires est inférieur à ce montant peuvent également – s'ils le souhaitent – après une déclaration à l'IBPT, fournir le tarif social. Il convient d'évaluer si ces différences sont compatibles avec la mise en place d'un système d'octroi automatique de droit tel qu'envisagé. Comment octroyer automatiquement le tarif social à des ayants-droits qui sont abonnés auprès d'opérateurs qui ne présentent pas le tarif social ? Ces éléments doivent être pris en compte dans l'analyse préalable de nécessité. L'exposé des motifs ou les développements de la proposition de loi seront utilement complétés en conséquence.

13. En outre, au vu de la comparaison entre l'avantage secondaire de simplification administrative mis en place (dispense de demande de tarif social) afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires effectif de ces tarifs sociaux – ce but pouvant éventuellement être atteint par la mise en place d'information spécifique systématique des allocataires sociaux quant à la possibilité pour eux de demander le tarif social – et la nécessaire réalisation du traitement massif de données à caractère personnel que cela implique, l'Autorité se demande si la mise en place d'un traitement plus ciblé ne permettrait pas d'atteindre le but visé. A titre d'exemple, il pourrait être prévu qu'en lieu et place, le SPF Economie mette en place une base de données qui reprend les personnes qui répondent aux catégories d'ayants droit du tarif social et qui soit consultable obligatoirement, à une fréquence déterminée, par les services centraux des opérateurs télécom afin que ces derniers leur appliquent automatiquement le tarif social. Le cadre légal limitera l'information communiquée au strict nécessaire évitant toute communication inutile de données sensibles et imposera aux opérateurs télécom concernés de n'opérer des consultations que pour leur propre clientèle avec imposition de sanctions spécifiques en cas de non-respect. L'utilisation du protocole « private set intersection » constitue un autre exemple encore plus conforme aux principes de protection des données dès la conception et par défaut. En l'état actuel de la technique, il est en effet possible de vérifier quels sont les clients d'un opérateur qui ont droit à un tarif social sans même que le SPF Economie ne puisse savoir qui est client chez quel opérateur et sans que l'opérateur ne puisse savoir que des personnes qui ne figurent pas parmi sa clientèle ont droit à un tarif social. La solution technique est un protocole "privacy by design" au sens du RGPD, selon lequel les parties ne communiquent qu'un minimum d'informations. Ce protocole est connu dans la littérature scientifique sous le nom de "private set intersection"^{4 5}. La seule exigence pour le fonctionnement

⁴ Cf. à ce sujet, Roel Peeters, Andreas Pashalidis: Privacy-Friendly Checking of Remote Token Blacklists. IDMAN 2013: 18-33 <https://www.esat.kuleuven.be/cosic/publications/article-2303.pdf>

⁵ Cf. à ce sujet, Benny Pinkas, Mike Rosulek, Ni Trieu, Avishay Yanai: SpOT-Light: Lightweight Private Set Intersection from Sparse OT Extension. CRYPTO (3) 2019: 401-431 <https://eprint.iacr.org/2019/634.pdf>

de ce protocole est que les deux parties disposent d'une liste reprenant un numéro unique pour chaque citoyen (le numéro du registre national ou un numéro dérivé de celui-ci) : le SPF Economie disposerait de la liste des citoyens ayant droit au tarif social et l'opérateur de la liste de ses clients. Le résultat de ce protocole serait que l'opérateur apprendrait lesquels de ses clients ont droit au tarif social. Avec des techniques similaires, il est possible de savoir qui utilise le tarif social auprès de plus d'un opérateur sans que les opérateurs puissent savoir qui bénéficie du tarif social auprès d'un autre opérateur et sans que le SPF Economie ne puisse savoir qui dispose d'un abonnement au tarif social auprès de quel opérateur (pour les bénéficiaires qui ne commettent pas de fraude)

14. Dans l'hypothèse où le législateur confirme sa volonté de mettre en place le traitement de données tel qu'envisagé et pour autant que les conditions soient en place pour assurer son caractère nécessaire et proportionné, son encadrement légal doit répondre aux critères usuels de qualité s'imposant aux normes encadrant des traitements de données à caractère personnel. A sa lecture, les personnes concernées à propos desquelles des données seront traitées doivent pouvoir entrevoir clairement les traitements qui seront faits de leurs données à caractère personnel. Ainsi, comme requis par l'article 6.3 du RGPD lu en combinaison avec les articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, doivent être décrits avec précision ou ressortir clairement les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel ; à savoir, leur(s) finalité(s) précise(s), les types de données qui seront communiquées, les catégories de personnes concernées à propos desquelles des données seront communiquées, le délai de conservation des données, les destinataires ou catégories de destinataires auxquels leurs données sont communiquées, les circonstances dans lesquelles elles seront communiquées ainsi que toutes mesures visant à assurer un traitement licite et loyal des données à caractère personnel. De plus, étant donné qu'il s'agit en l'espèce de mettre en place des décisions individuelles automatisées, des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et libertés et des intérêts légitimes des personnes concernées doivent être mises en place, en exécution de l'article 22 du RGPD.

Désignation du responsable du traitement et finalité des traitements de données encadrés par la proposition de loi

15. L'article 22/1 en projet attribue au SPF Economie la mission d'octroi automatique du tarif téléphonique social et du tarif internet social en matière de télécommunications. Cette mission

constitue la finalité des traitements de données encadrés par la proposition de loi qui est aux yeux de l'Autorité suffisamment déterminée et explicite.

16. L'article 22/5 §3 désigne le SPF Economie comme responsable de traitement des données personnelles échangées en vertu de l'article 22/5, §§ 1et 2. Tout d'abord, l'Autorité ne perçoit pas l'utilité de limiter la désignation du responsable de traitement aux seuls échanges de données réalisés par le SPF Economie avec la Banque-Carrefour de la sécurité sociale (BCSS) et avec d'éventuels autres « *gestionnaires de systèmes de traitement d'informations authentiques* ». il convient en l'espèce de désigner le ou les responsables des traitements de données à caractère personnel nécessaires à la vérification de la qualité de client protégé résidentiel à revenu modeste ou à situation précaire dans le chef des abonnés des opérateurs en vue l'attribution automatique des tarifs sociaux par les opérateurs qui prestent le service universel.
17. Cette désignation mérite d'être faite en l'espèce étant donné que plusieurs organismes interviennent dans la réalisation de ce traitement (s'il est réalisé selon les mêmes modalités que celle prévues pour l'octroi automatique du tarif social en matière d'énergie⁶). Il convient dès lors d'assurer toute la prévisibilité à ce sujet vis-à-vis des personnes concernées. La désignation qui est actuellement faite à l'article 22/5 §3 en projet manque de clarté et apparaît lacunaire au vu des différents intervenants qui réaliseront des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de l'octroi automatique du tarif social. Si les Etats membres peuvent préciser l'application des règles du RGPD dans des domaines particuliers afin de garantir en ces domaines la cohérence et la clarté du cadre normatif applicable au traitement de données, ils ne peuvent à ce titre, déroger au RGPD ou se départir des définitions qu'il consacre⁷. La désignation d'un responsable du traitement dans la réglementation doit concorder avec le rôle que cet acteur joue dans la pratique et la maîtrise dont il dispose pour déterminer les moyens essentiels du traitement mis en place. Décider du contraire non seulement contrarierait la lettre du texte du RGPD, mais pourrait également mettre en péril l'objectif qu'il poursuit d'assurer un niveau cohérent et élevé de protection des personnes physiques.
18. En l'espèce, les modalités du traitement mis en place en matière d'octroi automatique du tarif social en matière d'énergie, qu'il est de l'intention des auteurs de la proposition d'appliquer pour le tarif social en matière de télécom, révèlent que tant le SPF Economie que la BCSS participent activement aux traitements de données nécessaires au tri visant à déterminer quels sont les abonnés qui rentrent dans les conditions pour bénéficier du tarif social et déterminent les moyens essentiels de ces traitements pour les aspects qui les concernent. Par conséquent, l'Autorité

⁶ Cf. à ce sujet l'AR du 28 juin 2009 relatif à l'application automatique de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire

⁷ Lire article 6, 3., alinéa 2, et considérants n°s 8 et 10 du RGPD.

considère qu'ils devront être qualifiés légalement de responsables conjoints du traitement. Sans l'intervention de ces deux entités, l'octroi automatique du tarif social ne peut avoir lieu⁸. Il convient d'adapter la proposition de loi en conséquence.

19. L'Autorité relève également qu'en cas de responsabilité conjointe de traitement, l'article 26 du RGPD est d'application et renvoie, pour ses conséquences pratiques, au point 2 de la seconde partie des lignes directrices 07/2020 sur les concepts de responsable du traitement et de sous-traitant adoptées le 2 septembre 2020 par le Comité européen de la protection des données. Il conviendra notamment de déterminer de manière transparente qui du SPF Economie ou de la BCSS aura la charge de répondre aux personnes concernées qui exerceront leurs droits en vertu du RGPD (sans préjudice du fait qu'en vertu de l'article 26.3 du RGPD, les personnes concernées peuvent exercer les droits que leur confère le RGPD à l'égard de chacun des responsables conjoints du traitement). Etant donné que, dans le respect du principe de proportionnalité, la BCSS devra communiquer uniquement au SPF Economie l'information selon laquelle le ménage concerné peut disposer du tarif social (sans préciser son statut d'allocataire social (personne handicapée,) ni quelle personne du ménage génère ce droit au statut), l'application du principe de proportionnalité requiert de prévoir que ce soit la BCSS qui assume la gestion des demandes d'accès que les personnes concernées adresseront en exécution de l'article 15 du RGPD et réponde directement aux personnes concernées. Ainsi, le SPF Economie n'aura pas connaissance des détails de la situation de la personne concernée en termes de type d'allocation de sécurité sociale dont elle bénéficie (et le cas échéant de statut de personne handicapée) cette connaissance n'étant pas nécessaire vu que c'est la BCSS qui se charge de ces vérifications auprès des institutions de sécurité sociale concernées. Une délégation au Roi sera utilement prévue à cet effet dans la proposition de loi.

20. L'Autorité recommande qu'un point de contact au sein de la BCSS soit mis à disposition des personnes concernées qui voudraient obtenir des précisions sur les raisons pour lesquelles le tarif social ne leur est pas octroyé de manière automatique ou leur a été retiré automatiquement.

Caractère automatique de l'octroi du droit au tarif social et disponibilité des données

21. L'Autorité relève que le libellé de l'article 22 en projet doit être revu car tel qu'il est actuellement formulé, il ne prévoit pas d'octroi automatique du tarif social mais uniquement la possibilité de se voir octroyer automatiquement le tarif social. Or, selon la compréhension de l'Autorité, pour pouvoir disposer de ce tarif, il ne faudra pas satisfaire à d'autres conditions que celles consistant à avoir la qualité de client protégé résidentiel à revenu modeste ou à situation précaire au sens

⁸ Sur la notion de responsabilité conjointe de traitement, cf. Guidelines 07/2020 on the concepts of controller and processor in the GDPR adopted on 2 september 2020, version 1.0, p. 17 et s.

de l'article 3, 10° et 4/1 de la loi programme du 27 avril 2007. Par conséquent, les termes « peut être accordé » doivent être remplacés par « est accordé ».

22. Dans le même ordre d'idées, l'Autorité s'interroge sur le libellé de l'article 22/2, al. 1er en projet qui conditionne l'octroi automatique du tarif social à la disponibilité des données dans le réseau de la banque-carrefour de la sécurité sociale. Tout d'abord, étant donné que le système d'octroi automatique du tarif social que le législateur envisage de mettre en place en matière de télécom répond aux mêmes conditions que celui qui est mis en place en matière d'énergie depuis plus de 10 ans, une évaluation préalable de la fonctionnalité du système et de sa praticabilité doit pouvoir être faite afin que les modalités d'octroi automatique puissent être certaines et non dépendantes de la disponibilité des données. La proposition de loi doit assurer toute la prévisibilité requise à ce sujet. Il ressort de la brochure du SPF Economie sur le tarif social en matière d'énergie (version de juillet 2020) que la dernière catégorie d'ayant droit à ce tarif social (locataire de logements sociaux) ne reçoit pas automatiquement ce droit au tarif social car c'est le propriétaire/gestionnaire de l'immeuble qui souscrit le contrat d'énergie et doit solliciter le tarif social. S'il n'est pas possible d'octroyer le tarif social de manière automatique pour certains ayants-droit, il convient de le préciser dans la proposition de loi quitte à déléguer au Roi le pouvoir d'ajouter des catégories de bénéficiaires de l'octroi automatique du tarif social une fois que cette automaticité pourra être mise en place pour ces catégories. Si, en liant l'octroi automatique de droits sociaux à la disponibilité des données, l'intention de l'auteur de la proposition de loi est de viser l'hypothèse selon laquelle l'information de la qualité d'allocataire social (bénéficiaire du revenu d'intégration, de la grapa ou autre....) n'est pas encore disponible dans le réseau de la sécurité sociale car la décision d'octroi de cette qualité est trop récente, il convient en lieu et place de déterminer une période raisonnable à partir de laquelle cette information doit être disponible et de prévoir que l'octroi automatique du tarif social est d'application à partir de cette période ; d'autant plus que les tarifs sociaux seront toujours accessibles sur demande ainsi que le prévoit l'article 22/2 al. 3 en projet.
23. Enfin, il ressort de la brochure précitée du SPF Economie que l'automaticité du tarif social en matière d'énergie ne peut être assurée en cas de constat de différence entre les données communiquées par les fournisseurs d'énergie concernant leurs clients et celles du Registre national. Vu qu'un défaut de qualité des données traitées par le fournisseur d'énergie ou l'opérateur télécom peut générer des conséquences dommageables en termes d'accès automatique au tarif social, il importe de mettre en place une procédure spécifique imposant des actions spécifiques tant dans le chef du SPF Economie que de l'opérateur concerné en cas de constat de défaut de qualité des données. Imposer au SPF Economie de signaler ce défaut de qualité au fournisseur ou à l'opérateur concerné pour qu'il contacte la personne concernée pour l'avertir de ce défaut de qualité et de ses conséquences potentielles au niveau de l'accès

Avis 135/2020 - 10/19

automatique au tarif social et lui permettre de rectifier en conséquence ses données. Il s'agit d'une mesure de sauvegarde élémentaire des droits et libertés des personnes concernées que la proposition de loi doit prévoir en exécution de l'article 22 du RGPD étant donné qu'elle autorise l'adoption de décisions fondées exclusivement sur le traitement automatisé de données à caractère personnel consistant en l'octroi (ou le refus) automatique du tarif social en matière de télécom.

Source des données sociales nécessaires à la vérification des conditions d'octroi au tarif social et intervention de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

24. L'article 22/2, al 2 en projet prévoit que le SPF Economie sollicite les données nécessaires à l'application du tarif social auprès de la BCSS lorsque les données sont disponibles.
25. Concernant le critère de disponibilité, il est renvoyé aux remarques qui précèdent.
26. Si l'intention de l'auteur du projet est de préciser que les informations nécessaires quant à la vérification de la qualité d'allocataire social pertinente (répondant à au moins un des critères requis pour être qualifié de client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire au sens de la loi précitée de 2007) sont collectées, par l'intermédiaire de la BCSS, auprès des institutions de sécurité sociale qui sont habilitées à prendre les décisions d'octroi de ces allocations sociales, il convient de le préciser en ces termes afin d'assurer un degré de prévisibilité correct à cette collecte indirecte de données à caractère personnel. Le caractère obligatoire de la consultation de cette information par le biais de la banque-carrefour de la sécurité sociale étant déjà prévu à l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale (loi BCSS), il n'apparaît pas nécessaire de la prévoir à nouveau.
27. De plus, en application du principe de proportionnalité et de minimisation des données, il convient de prévoir explicitement dans la proposition de loi que la BCSS limite l'objet de sa communication à la seule information selon laquelle le ménage ou la personne concernée dispose d'une des qualités d'allocataire social requise pour bénéficier du tarif social (qualité de client protégé résidentiel à revenu modeste ou à situation précaire au sens de l'article 3, 10° et 4/1 de la loi-programme du 27 avril 2007), sans préciser laquelle ni les détails de sa qualité d'allocataire social (bénéficiaire de la grapa, personne handicapée, ...) ni dans le chef de quel(s) membre(s) du ménage elle se présente.

Mise en place d'un « système d'information » et détermination des catégories de données collectées auprès des opérateurs télécom et des sources auprès desquelles le SPF Economie procédera à une collecte indirecte de données

28. L'article 22/3 prévoit de manière implicite la création par le SPF Economie d'une base de données concernant les bénéficiaires du tarif social en matière de télécommunications qui reprend les données à caractère personnel nécessaires à l'exercice de sa mission d'octroi automatique des tarifs sociaux en matière de télécommunications. Pour répondre aux critères usuels de prévisibilité, il convient de le préciser explicitement. De plus, la délégation faite au Roi reprise à l'article 22/3 doit être complétée. En plus de la détermination de la périodicité de l'actualisation des données nécessaires qui seront centralisées dans cette base de données, il convient que le Roi se voit déléguer le soin de déterminer les catégories de données ainsi centralisées au sein de cette base de données et leur durée de conservation dans le respect du principe de minimisation du RGPD.
29. Comme déjà mis en évidence par la Commission de protection de la vie privée dans l'avis 13/2007 qu'elle a rendu sur l'avant-projet de loi réglant l'octroi automatique des tarifs sociaux en matière d'énergie, l'Autorité relève qu'il importe d'éviter de centraliser inutilement au sein de cette base de données tenue par le SPF Economie des données sensibles telles que l'information selon laquelle la personne concernée est porteuse d'un handicap ou encore que son enfant est porteur d'un handicap mental ou physique.
30. Pour le surplus, l'article 22/3 détermine les sources de données à caractère personnel consultées par le SPF Economie pour réaliser les vérifications nécessaires au respect des conditions pour bénéficier du tarif social en faisant référence au registre national des personnes physiques et « *aux données accessibles via la BCSS au sein du réseau de la sécurité sociale* ». Comme explicité ci-dessus, la formulation de cette seconde source mérite d'être améliorée. Il s'agit des institutions de sécurité sociale légalement habilitées à prendre les décisions d'octroi des allocations sociales visées parmi les critères requis pour avoir la qualité de client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire au sens de la loi précitée de 2007.
31. Il est également délégué au Roi la possibilité d'étendre, par AR délibéré en conseil des Ministre, cette liste de sources d'informations authentiques à consulter dans le cadre de la mission d'octroi automatique de droits et de déterminer les modalités de consultations. En plus de prévoir que cet arrêté royal devra être adopté après avis de l'Autorité, la formulation de la délégation au Roi se doit d'être plus précise en déterminant les sources d'information potentiellement concernées, à savoir les organismes ou autorités légalement habilitées à prendre les décisions d'octroi des allocations ou avantages sociaux visés parmi les critères requis pour avoir la qualité de client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire au sens de la loi précitée de 2007. Comme déjà explicité par l'Autorité, il n'est pas contraire au principe de légalité de confier au Roi la détermination des modalités d'un traitement de données à caractère personnel pour autant que cette délégation soit formulée avec la précision requise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

32. L'article 22/5 §1 précise que le SPF Economie coordonne et organise l'échange de données nécessaires pour l'octroi automatique en concertation avec la BCSS et les « gestionnaires d'autres systèmes de traitement d'informations authentiques ». La formulation de ces instances doit être rectifiée conformément au point précédent et il convient de préciser qu'elles interviendront « le cas échéant, après désignation par arrêté royal délibéré en conseil des ministres après avis de l'Autorité (cf. supra).
33. L'article 22/5, §1, al 2, prévoit que le numéro d'identification de la sécurité sociale (soit le numéro de registre national ou le numéro d'identification de la BCSS) des « utilisateurs » sera repris dans le répertoire des personnes visés à l'article 6 de la loi BCSS. Il convient de définir la notion d'utilisateur. Etant donné que ce répertoire est défini comme le répertoire qui « reprend, par personne physique, les types de données sociales à caractère personnel qui sont disponibles dans le réseau ainsi que leur localisation », l'Autorité considère que seuls les clients des opérateurs télécom qui disposent du tarif social peuvent être repris dans le répertoire de référence de la BCSS. Si l'intention du législateur est de rendre ainsi possible la communication automatique par la BCSS au SPF Economie (qui répercutera ensuite à l'opérateur concerné) d'un changement intervenu dans le statut social de la personne concernée impliquant qu'elle ne peut plus avoir droit au tarif social, il est recommandé de le préciser dans la proposition de loi afin d'accorder toute la prévisibilité requise au fait que l'on met en place non seulement l'octroi automatique de tarif social mais également son retrait automatique.
34. L'article 22/4 en projet détermine les données que le SPF Economie collectera, au moins une fois par an et au plus tard le 30 septembre de chaque année, auprès des opérateurs de télécommunication pour pouvoir mettre en place cet octroi automatique de tarif social. Il s'agit des données suivantes : « *nom, prénom, adresse du lieu de résidence principale des abonnés, date d'entrée en vigueur de leur contrat et leur adresse de raccordement ainsi que, le cas échéant, leur date de naissance* ». A cet égard, l'Autorité s'interroge sur la pertinence de la donnée « date d'entrée en vigueur de leur contrat » étant donné que cette information n'est pas nécessaire pour faire les vérifications nécessaires pour l'octroi du tarif social et que l'article 22/6 en projet impose aux opérateurs de ne communiquer que des données concernant des personnes avec lesquelles ils ont conclu un contrat. A défaut de justification pertinente dans l'exposé des motifs, cette donnée sera supprimée. Quant à l'adresse de raccordement, l'Autorité relève qu'elle ne sera pas systématiquement pertinente étant donné qu'un abonné à un contrat de téléphonie mobile (pour lequel il n'y a par nature pas d'adresse de raccordement à un réseau) peut se voir octroyer le tarif social télécom. Il convient donc d'adapter en conséquence la formulation de cette disposition en projet. Enfin, il convient de préciser dans quelle hypothèse la date de naissance sera pertinente. Si, comme l'Autorité peut le comprendre, il s'agit de l'hypothèse de cas d'homonymes domiciliés

à la même adresse, il convient de le préciser étant donné que la simple mention du caractère optionnel (« *le cas échéant* ») de la communication de cette donnée ne permet pas comprendre dans quelle(s) hypothèse(s) cette donnée doit être collectée et communiquée.

35. Pour le surplus, concernant l'encadrement de la collecte des données par le SPF Economie auprès des opérateurs télécom, l'Autorité relève que l'article 26, §1 en projet doit préciser que seules les données concernant les abonnés qui sont dans les liens d'un contrat en cours peuvent être communiquées par les opérateurs télécom.

Création d'un identifiant unique spécifique et utilisation du numéro d'identification du registre national par le SPF Economie (art. 22/3, §1, al. 3 et §3)

36. L'article 22/3 en projet autorise le SPF Economie à utiliser le numéro de Registre national dans le cadre de l'octroi automatique du tarif social et prévoit que les opérateurs pourront, si nécessaire, utiliser un identifiant unique autre le numéro de registre national.
37. L'Autorité rappelle que les numéros d'identification unique font l'objet d'une protection particulière. L'article 87 du RGPD prévoit que les Etats membres adoptant un numéro d'identification national doivent veiller à ce qu'il ne soit utilisé que sous réserve de garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.
38. Comme la Commission de protection de la vie privée (CPVP), prédécesseur en droit de l'Autorité, a déjà eu l'occasion de le mettre en évidence⁹, de telles garanties impliquent :
- que l'utilisation d'un numéro d'identification général soit limitée aux cas où il est strictement nécessaire étant donné que son utilisation implique des risques en termes d'interconnexion de fichiers,
 - que les finalités de cette utilisation soient précisées clairement et explicitement afin que l'on puisse entrevoir les types de traitements visés¹⁰,
 - que la durée de conservation de ce numéro et ses éventuelles communications à des tiers soient également encadrées,
 - que des mesures techniques et organisationnelles encadrent adéquatement son utilisation sécurisée et
 - que le non-respect des dispositions encadrant son utilisation soit sanctionné au moyen de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives.

⁹ Avis 19/2018 du 29 février 2018 sur l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses « Intérieur ».

¹⁰ Enoncer uniquement « l'identification » comme finalité d'utilisation du numéro d'identification du Registre national ne répond pas à ces critères. Les raisons pour lesquelles l'identification est réalisée et le cadre de l'utilisation de ce numéro doivent être précisés de manière telle que l'on puisse entrevoir les types de traitements qui seront réalisés à l'aide de ce numéro.

39. L'article 22/3 § 1, al. 3 en projet habilite le SPF Economie à utiliser le numéro d'identification du Registre national « *pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'octroi automatique* ». L'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques (LRN) limite l'utilisation du numéro d'identification du Registre aux tâches d'intérêt général et dispense d'autorisation préalable par Arrêté ministériel les organismes qui sont habilités à utiliser ce numéro à cet effet par ou en vertu d'une loi. Toute disposition légale qui prévoit une telle utilisation doit répondre aux critères usuels de qualité en prévoyant à tout le moins clairement la finalité concrète pour laquelle le numéro d'identification du Registre national sera utilisé. La formulation proposée par la proposition de loi est sur ce point lacunaire. Tout d'abord, il convient d'éviter toute formulation conditionnelle : si le traitement est nécessaire, le législateur le prévoit et encadre ses modalités pour qu'il soit conforme aux principes de proportionnalité et de nécessité. De plus, la ou les finalités concrètes pour lesquelles le SPF Economie est habilité à utiliser le numéro doivent être déterminées dans la proposition de loi (identification unique des personnes habilitées à bénéficier du tarif social au sein de la base de données tenue à cet effet par le SPF économie, conservation dans la table de conversion entre ce numéro et l'identifiant utilisé par l'opérateur tenue par le SPF Economie pour la finalité d'octroi automatique du tarif social, communication à la BCSS afin que cette dernière puisse consulter à l'aide de ce numéro les bases de données des organismes de sécurité sociale pertinents en vue de vérifier si la personne concernée rentre dans les conditions pour bénéficier du tarif social,...). Pour le surplus, la durée de conservation de ce numéro par le SPF Economie devra être calquée sur la durée de conservation des autres données de la base de données dont le SPF Economie assurera la gestion dans le cadre de la mission qui lui est confiée par la proposition de loi ; laquelle sera déterminée par arrêté royal délibéré en conseil des ministres ainsi qu'il ressort de l'article 22/3 §1 en projet.

40. L'article 22/3, §3 prévoit « pour autant que ceci s'avère nécessaire » l'utilisation d'un identifiant unique par les « fournisseurs » (lire, les opérateurs) pour l'identification de « l'utilisateur » (lire, selon la compréhension de l'Autorité, les abonnés des opérateurs)¹¹. Tout d'abord, pour les raisons évoquées ci-dessus, l'Autorité rappelle qu'il convient de proscrire toute formulation conditionnelle/optionnelle à ce sujet. De plus, en lieu et place de parler d'identifiant unique sans autre précision, il convient de viser « le numéro d'identification propre à l'opérateur ».

41. Ensuite, au vu du risque que générerait l'utilisation généralisée du numéro de registre national par les opérateurs télécom en termes d'extension et de facilitation de la possibilité d'interconnexion de fichiers avec ceux de ce secteur privé, au vu de l'ampleur du public cible que constituent les abonnés des opérateurs télécom et au vu de la limitation légale de l'utilisation du numéro de

¹¹ L'auteur de la proposition de loi veillera à la correction de la terminologie utilisée afin d'éviter toute imprécision dans les modalités du traitement de données à caractère personnel encadré.

registre national pour l'accomplissement de tâches d'intérêt général¹², l'Autorité considère que la mise en place d'un fichier de conversion entre l'identifiant unique propre à chaque opérateur et le numéro de registre national consiste en une garantie adéquate pour les droits et libertés des personnes concernées permettant d'éviter l'extension de l'utilisation généralisée du numéro de registre national au secteur des télécom (étant donné que la collecte des données ne se limite pas aux données relatives aux personnes qui sollicitent le droit au tarif social mais à tous les abonnés des opérateurs télécom qui constituent un groupe cible bien plus important que celui des abonnés des fournisseurs d'énergie). Il appartient au législateur d'omettre toute formulation conditionnelle/optionnelle à ce sujet et d'ores et déjà de préciser dans la proposition de loi que ce fichier de conversion doit être conservé de manière sécurisée selon les règles de l'art actuelles et que les informations issues de ce fichier de conversion ne peuvent être utilisées que pour retrouver le numéro d'identification du registre national des abonnés afin de pouvoir opérer les consultations nécessaires pour vérifier leur droit au tarif social.

Encadrement de la communication par le SPF Economie des données nécessaires à l'octroi du tarif social aux opérateurs télécom (art. 22/6, §2)

42. L'article 22/6, §2 de la proposition de loi encadre la communication par le SPF Economie des données à caractère personnel aux opérateurs télécom en limitant son objet au nom de l'abonné et à l'information selon laquelle il a droit ou non au tarif social sans autre précision. Afin d'éviter toute erreur sur la personne, l'Autorité considère que les nom, prénom et résidence principale ainsi que, dans l'hypothèse où plusieurs ayants-droits habitent à la même adresse et portent les mêmes nom et prénom, leur année de naissance doivent également être communiqués. Pour les mêmes raisons, le numéro d'identification de l'abonné propre à l'opérateur télécom devra aussi être inclus dans cette communication. L'article 22/6, §2 sera complété en conséquence. Pour le surplus, limiter l'information communiquée aux opérateurs à l'information selon laquelle la personne a droit ou non au tarif social constitue une application correcte du principe de minimisation du RGPD. Il n'est, en effet, ni nécessaire ni proportionné et partant contraire au RGPD, que les opérateurs télécom connaissent le statut de sécurité sociale précis qui permet à un abonné de bénéficier du tarif social dans le cadre de la mise en place d'un système d'octroi automatique de ce tarif social (sauf dans l'hypothèse où la personne concernée choisit de solliciter directement auprès de son opérateur le tarif social en fournissant les attestations requises).

Liste des « utilisateurs » ayant sollicité directement auprès des opérateurs le droit au tarif social moyennant fourniture des attestations requises (art. 22/2, al. 3 in fine)

¹² La part des activités d'un opérateur télécom consacrées à la gestion de l'octroi des tarifs sociaux étant infime par rapport à ses autres activités qui ne relèvent pas d'une mission d'intérêt général.

43. L'article 22/2, al. 3 in fine impose aux opérateurs de tenir à disposition du SPF Economie la liste de leurs clients qui sollicitent directement auprès d'eux le droit au tarif social. Ce traitement de données n'étant pas nécessaire à l'octroi automatique du droit au tarif social, il convient que cet article 22/2, al. 3 précise sa finalité concrète. S'il s'agit de permettre au SPF Economie de vérifier qu'il n'y a pas de fraude dans l'attribution du tarif social (éviter qu'une personne ne se voie attribuer le tarif social auprès de plusieurs opérateurs), il y a lieu de le préciser.
44. Par ailleurs, l'Autorité relève que la notion d'utilisateur n'est pas appropriée. Le terme de « bénéficiaire » du tarif social est plus adapté.

Mesures de sauvegarde pour les droits et intérêts des personnes concernées (opt-out, information des personnes concernées, suppression des données des abonnés qui ne rentrent pas dans les conditions d'octroi du tarif social).

45. Comme déjà explicité ci-dessus, la proposition de loi met en place un système de prise de décision individuelle automatisée au sens de l'article 22 du RGPD en vertu duquel tout encadrement légal de ce type de décisions nécessite de prévoir des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et libertés et des intérêts légitimes des personnes concernées.
46. L'Autorité considère que la mise en place d'un système d'opt-out, prévu à l'article 22/2 in fine, permettant à tout intéressé de s'opposer au traitement de ses données pour l'octroi automatique du tarif social en le notifiant à son opérateur télécom et interdisant aux opérateurs télécom de communiquer au SPF Economie les données de leurs abonnés qui ont exercé leur opt-out (art 22/6, §1 en projet) constitue une mesure indispensable à cet effet. Il importe que la proposition de loi impose une mesure d'information spécifique de cette possibilité d'opt-out à charge des opérateurs télécom par le biais de la facturation et de leur site web. Les opérateurs télécom veilleront à rendre facile et aisé l'exercice de cet opt-out.
47. Au même titre, le législateur veillera à prévoir que les données concernant les abonnés qui ne rentrent pas dans les conditions d'obtention du tarif social ne soient pas conservées ni par le SPF Economie, ni par la BCSS, une fois les vérifications réalisées par la BCSS et la communication par le SPF Economie du résultat de ces vérifications aux opérateurs effectuée.
48. Toujours au même titre, afin d'assurer que les personnes concernées disposent d'un niveau de maîtrise informationnelle correct concernant les traitements qui sont faits de leurs données et ce, au vu de la collecte indirecte de données prévue, l'Autorité considère que, si la procédure d'octroi automatique des tarifs sociaux a pour conséquence de faire perdre à un bénéficiaire le droit au tarif social, une communication spécifique de ce retrait automatique du tarif social devra être

adressée à ce sujet par la BCSS à la personne concernée. L'article 22/7, al. 2 en projet sera utilement complété en ce sens et prévoira que le détail des données sociales à caractère personnel sur lesquelles la BCSS s'est basée pour établir cette décision (identification de l'organisme de sécurité sociale consulté et données d'allocations sociales pertinentes) figurera dans une liste des mentions obligatoires à communiquer par la BCSS (en plus des informations requises en vertu des articles 14.1 et 14.2 du RGPD). Une telle information permettra également d'assurer un contrôle de qualité des données puisque les personnes concernées seront alors à même de signaler toute erreur ou inexactitude à propos de leurs données.

Protocole d'accord (art. 20 LTD)

49. Par souci d'exhaustivité, l'Autorité attire l'attention sur le fait que la communication de données à caractère personnel par le SPF Economie aux institutions du réseau primaire de la sécurité sociale ainsi que la communication en retour de l'information de la qualité ou non d'ayant-droit au tarif social, via la BCSS, doivent faire l'objet un protocole d'accord conclu conformément à l'article 20 de la LTD ou à défaut, d'une délibération préalable des chambres réunies du Comité de sécurité de l'information (art. 35/1, §1er, al. 4 de la loi du 15 août 2012 et art. 15, §2 de la loi BCSS)

Base de données reprenant les bénéficiaires du tarif social en matière télécom par l'IBPT en exécution de l'article 22, §2 de l'annexe à la loi précitée du 15 juin 2005

50. Une fois que la proposition de loi soumise pour avis sera entrée en vigueur, la base de données reprenant les bénéficiaires du tarif social en matière télécom tenue par l'IBPT en exécution de l'article 22, §2 de l'annexe à la loi précitée du 15 juin 2005 devra être supprimée.

Par ces motifs,

L'Autorité,

Considère que la proposition de loi soumise pour avis doit être adaptée en ce sens :

1. Révision de la détermination légale du ou des responsables de traitement conformément aux considérants 15 à 18 ;
2. Ajout d'une délégation au Roi pour désigner la BCSS comme institution en charge de la gestion des demandes d'accès des personnes concernées aux détails des traitements effectués pour la vérification de leur qualité de client protégé résidentiel à revenu modeste ou à situation précaire au sens de l'article 3, 10° et 4/1 de la loi programme du 27 avril 2007 (cons. 19) ;

Avis 135/2020 - 18/19

3. Correction des dispositions prévoyant que l'octroi automatique du tarif social n'est pas un droit mais une possibilité et détermination claire et prévisible des catégories d'ayants droit auxquels le droit social automatique sera attribué (cons. 21 et 22) ;
4. Adoption de mesures spécifiques d'information des personnes concernées en vue de la correction d'un défaut de qualité des données constaté par le SPF Economie pouvant mettre en péril l'octroi automatique du droit social (cons. 23) ;
5. Correction des dispositions pertinentes de la proposition de loi pour préciser les catégories de sources de données consultées via le réseau de la BCSS conformément au considérant 26 (cons. 26 et 30) ;
6. Précision que les informations communiquées par la BCSS sont limitées à celle visées au considérant 27 ;
7. Précision de la délégation au Roi visée à l'article 22/3 conformément au considérant 28 ;
8. Correction de la délégation au Roi visée à l'article 22/3, §1, al. 4 conformément au considérant 31 et précision en conséquence de l'article 22/5, §1, al. 1 (cons. 31 et 32) ;
9. Modification de l'article 22/5, §1, al. 2 en projet en précisant les catégories de personnes qui seront reprises dans le répertoire des personnes de la BCSS conformément au considérant 33 ;
10. Le cas échéant, précision de la mise en place d'un retrait automatique du droit au tarif social (cons.33) ;
11. Correction de la liste des données collectées par le SPF Economie auprès des opérateurs télécom (art. 22/4 et 26, §1) conformément aux considérants 34 et 35 ;
12. Précision des finalités concrètes et opérationnelles pour lesquelles le SPF Economie utilisera le numéro de registre national dans le cadre de sa mission d'octroi automatique des tarifs sociaux (cons. 39)
13. Mise en place obligatoire et non optionnelle d'un identifiant propre à chaque opérateur pour la gestion de l'octroi automatique des droits sociaux conformément aux considérants 40 et 41 afin d'éviter l'utilisation du numéro de registre national par les opérateurs télécom.
14. Détermination de la liste des données concernant les ayants droits au tarif social communiquée par le SPF Economie aux opérateurs (art. 22/6, §2) conformément au considérant 42 ;
15. Précision de la finalité concrète pour laquelle il est imposé aux opérateurs de tenir le fichier visé à l'article 22/2, al. 3 et de le mettre à disposition du SPF Economie (cons. 43 et 44) ;
16. Ajout de garanties appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées (information spécifique de la possibilité d'opt-out conformément au considérant 46, suppression des données concernant les abonnés qui ne rentrent pas dans les conditions d'obtention du tarif social, information spécifique en cas de retrait automatique du tarif social) (cons. 45 à 48).

Avis 135/2020 - 19/19

Recommande qu'une analyse préalable soit réalisée afin de mettre en évidence les éléments pertinents permettant de conclure au caractère nécessaire et faisable de la mise en place de l'octroi automatique de tarifs sociaux dans le secteur des télécom. Dans ce cadre, seront également mis en évidence les éléments justifiant le caractère proportionné du système d'octroi automatique tel qu'envisagé. Ces éléments seront utilement intégrés dans les travaux parlementaires (**cons. 9 à 13**).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 135/2020 van 11 december 2020

Onderwerp: Advies over het wetsvoorstel (Parl. Doc., 55, 0642/006) tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie met betrekking tot de automatische toekenning van het sociaal tarief (CO-A-2020-135)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit" genoemd);

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG" genoemd);

Gezien Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG" genoemd);

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVP" genoemd);

Gelet op de adviesaanvraag van de voorzitter van de Commissie voor Mobiliteit, Overheidsbedrijven en Federale Instellingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, Jean-Marc Delizée, ontvangen op 23 oktober 2020;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Heeft op 11 december 2020 het volgende advies geformuleerd:

I. Onderwerp en context van de aanvraag

1. Op 23 oktober heeft de voorzitter van de Commissie voor Mobiliteit, Overheidsbedrijven en Federale Instellingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers het advies van de Autoriteit gevraagd over het wetsvoorstel (Parl. doc., 55, 0642/006) tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie met betrekking tot de automatische toekenning van het sociaal tarief (hierna "wetsvoorstel 1"). Doel van dit wetsvoorstel is om een systeem op te zetten voor de automatische toekenning van sociale tarieven voor telecommunicatie (telefonie en internet), naar het voorbeeld van de reeds bestaande sociale tarieven voor gas en elektriciteit.
2. Luidens de toelichting bij het wetsvoorstel dat op 17 oktober 2019 in de Kamer werd ingediend (Doc 55, 0642/001), beoogt de invoering van een dergelijk systeem enerzijds te voorkomen dat een persoon die in aanmerking komt voor het sociaal tarief het niet krijgt omdat hij de nodige stappen niet heeft ondernomen en anderzijds de administratieve lasten te beperken die het huidige toekenningssysteem, waaraan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna "BIPT" genoemd) elk jaar 8.000 werkuren besteedt, met zich meebrengt.
3. Op dit moment is de toepassing van sociale tarieven voor telefonie en internettoegang gebaseerd op een systeem van toekenning op aanvraag. Elke persoon die van dit sociaal tarief wil genieten, moet een aanvraag indienen bij zijn operator die de aanvraag doorstuurt naar het BIPT om na te gaan of de aanvrager voldoet aan de toekenningsvoorwaarden. Het is immers de taak van het BIPT om na te gaan of de betrokkene voldoet aan de voorwaarden om er recht op te hebben¹. Er worden in dit verband verschillende databanken² geraadpleegd door het BIPT, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en op basis van het identificatienummer van het Rijksregister van de betrokkene. Het BIPT heeft ook een databank aangelegd om dubbele toewijzing van sociale tarieven (met verschillende operatoren) te vermijden³.
4. Momenteel kan, zoals blijkt uit artikel 22 van de bijlage bij voornoemde wet van 13 juni 2005, slechts één persoon per huishouden van het sociaal telecomtarief genieten indien het

¹ Zie het KB van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie en artikel 22 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

² Zie Beraadslaging 06/015 van het Sectoraal comité van de Sociale Zekerheid van 7 maart 2006, gewijzigd op 5/04/2011, 7/02/2012, 4/09/2012 en 6/05/2014 en Beraadslaging 08/2011 van het Sectoraal comité voor de Federale Overheid.

³ Artikel 22, 2 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

inkomen van dat huishouden een bepaald bedrag niet overschrijdt en indien ten minste één persoon in dat huishouden aan ten minste één van de volgende criteria voldoet: 65 jaar of ouder zijn, een leefloon ontvangen of ten minste 66% gehandicapt zijn. Mensen met gehoorverlies (70 dB in het betere oor) of bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd en militairen die op missie blind zijn geworden, kunnen genieten van dit sociaal tarief zonder enige inkomensvoorwaarde.

5. Naast de invoering van de automatische toekenning van dit sociaal tarief in plaats van toekenning op aanvraag, wijzigt het wetsvoorstel ook de voorwaarden voor de toekenning van dit tarief door deze te baseren op die van het sociaal tarief voor elektriciteit en gas. Elke klant van een energieleverancier kan van deze laatste tarieven profiteren als hij of een persoon die bij hem gedomicilieerd is aan een van de volgende voorwaarden voldoet: begunstigde zijn van een leefloon of een financiële maatschappelijke dienstverlening of een wachtuitkering voor een sociale uitkering toegekend door een OCMW, begunstigde zijn van een uitkering toegekend door het DG Personen met een Handicap van de FOD Sociale Zekerheid (een tegemoetkoming als persoon met een handicap op basis van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 65 %, inkomensvervangende tegemoetkoming, integratietegemoetkoming, tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, bijkomende kinderbijslag voor kinderen die getroffen zijn door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid), een tegemoetkoming ontvangen voor hulp aan bejaarden die wordt toegekend door een instelling van een gefedereerde entiteit en die bij KB wordt gelijkgesteld met de tegemoetkoming als bedoeld in artikel 15/10, §2/2, 2°, e) van de voormelde wet van 12 april 1965, een tegemoetkoming ontvangen van de Federale Pensioendienst (een inkomensgarantie voor ouderen, (IGO), een tegemoetkoming voor hulp van derden of een tegemoetkoming ter aanvulling van het gewaarborgd inkomen), of huurder van een sociaal appartement waarvan de verwarming afhangt van een collectieve installatie in een gebouw dat verhuurd wordt door een sociale huisvestingsmaatschappij, de gewestelijke huisvestingsmaatschappij, sociale verhuurkantoren erkend door de gewestelijke regering of het OCMW.

II. Onderzoek

Inleidende opmerkingen over de beginselen van noodzakelijkheid en evenredigheid van de inmenging in het recht op bescherming van persoonsgegevens door de invoering van het systeem van automatische toekenning van het sociaal tarief voor telecom.

6. Elke verwerking van persoonsgegevens vormt een inmenging in het recht op privacy van de betrokken personen. Als zodanig is een dergelijke inmenging alleen toegestaan als zij noodzakelijk is en in verhouding staat tot het nagestreefde doeleinde van algemeen belang. De auteur van een regeling voor de verwerking van persoonsgegevens moet kunnen aantonen dat de noodzakelijkheid en evenredigheid vooraf werd geanalyseerd.
7. Het beginsel van noodzakelijkheid vereist niet alleen een beoordeling van de efficiëntie van de beoogde verwerking met het oog op het nagestreefde doeleinde, maar ook om vast te stellen of de verwerking, zoals beoogd, de minst ingrijpende manier is om dat doeleinde te bereiken.
8. Wanneer de noodzakelijkheid van de verwerking van persoonsgegevens is aangetoond, moet ook worden aangetoond dat de verwerking in verhouding staat (in strikte zin) tot het nagestreefde doeleinde, dat wil zeggen dat er een billijk evenwicht is tussen de verschillende betrokken belangen en de rechten en vrijheden van de betrokkenen; met andere woorden, er moet worden nagegaan of het nadeel dat door de beoogde verwerking wordt veroorzaakt, niet buitensporig is in verhouding tot het nagestreefde doeleinde.
9. In het onderhavige geval merkt de Autoriteit op dat **de invoering van de automatische toekenning van sociale rechten per definitie een massale verwerking van persoonsgegevens impliceert, die in het onderhavige geval bestaat uit het verzamelen van gegevens over alle abonnees van diensten voor telefonie en internettoegang bij telecomoperatoren om te kunnen screenen welke van hen in aanmerking komen voor het sociaal tarief** met het oog op de automatische toekenning van het sociaal tarief.
10. Hoewel de Autoriteit begrip heeft voor de intentie van de opstellers van het wetsvoorstel om de daling tegen te gaan van het aantal begunstigden van deze sociale tarieven (305.913 in 2014, terwijl dat er in 2011 nog 385.063 waren) terwijl de blootstelling aan het armoederisico in België niet afneemt, moet verantwoord kunnen worden hoe het systeem van automatische toekenning deze situatie zal verbeteren (wat veronderstelt dat de redenen voor de daling van het aantal begunstigden van de sociale tarieven worden aangetoond) en moet gekozen worden voor een systeem dat een billijk evenwicht vertoont.
11. In deze analyse moet ook de haalbaarheid worden beoordeeld van het opzetten van een systeem voor de automatische toekenning van een sociaal tarief voor telecommunicatie, waarbij rekening wordt gehouden met de verschillen in dit opzicht tussen de telecomsector en de sector van energievoorziening. Ten eerste, terwijl slechts één persoon per huishouden

Advies 135/2020 - 5/21

een contract sluit met een energieleverancier, zijn het meestal meerdere personen per huishouden die een contract sluiten met een telecomoperator. Het doelpubliek is dus breder en de toepassing van de bestaande voorwaarden van het sociaal tarief voor energie op de telecomsector zal leiden tot een toename van het aantal mensen met een sociaal tarief (momenteel beperkt tot één persoon per huishouden).

12. Ten tweede zijn, in tegenstelling tot de energieleveranciers, niet alle operatoren van diensten voor elektronische communicatie verplicht om aanbieder te zijn van het sociaal tarief. Overeenkomstig artikel 74 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie zijn enkel operatoren (die vaste telefonie of vast internet aanbieden) met een omzet van meer dan 50 miljoen euro verplicht om een sociaal tarief te voorzien op al hun tariefplannen. Operatoren waarvan de omzet lager is dan dit bedrag kunnen - indien zij dat wensen - na een aangifte bij het BIPT ook een sociaal tarief verstrekken. Er moet worden nagegaan of deze verschillen verenigbaar zijn met de invoering van een automatisch toekenningssysteem van rechten zoals het wordt beoogd. Hoe kan het sociaal tarief automatisch worden toegekend aan rechthebbenden die geabonneerd zijn op operatoren die het sociaal tarief niet aanbieden? Met deze elementen moet rekening worden gehouden bij de voorafgaande analyse van de noodzakelijkheid. De motivering of toelichting bij het wetsvoorstel zullen dienovereenkomstig nuttig worden aangevuld.
13. Voorts vraagt de Autoriteit zich, gezien de vergelijking tussen het secundaire voordeel van de ingevoerde administratieve vereenvoudiging (vrijstelling van het aanvragen van het sociaal tarief) om het aantal daadwerkelijke ontvangers van deze sociale tarieven te verhogen - wat eventueel zou kunnen worden bereikt door het specifiek en systematisch informeren van de sociale uitkeringsgerechtigden over de mogelijkheid om het sociaal tarief aan te vragen - en de noodzakelijke massale verwerking van persoonsgegevens die dit met zich meebrengt, af of de invoering van een meer gerichte verwerking het niet mogelijk zou maken het gewenste doel te bereiken. Zo kan bijvoorbeeld als alternatief worden voorzien dat de FOD Economie een databank opzet met de personen die voldoen aan de categorieën van rechthebbenden op het sociaal tarief en die met een bepaalde regelmaat moet worden geraadpleegd door de centrale diensten van de telecomoperatoren, zodat deze laatsten het sociaal tarief automatisch op hen toepassen. Het wettelijke kader zal de verstrekte informatie beperken tot wat strikt noodzakelijk is om onnodige openbaarmaking van gevoelige gegevens te voorkomen en zal de betrokken telecomoperatoren ertoe verplichten deze alleen voor hun eigen klanten te raadplegen, met specifieke sancties in geval van niet-naleving. Een andere voorbeeld dit nog meer conforme met de beginselen van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstelling is de gebruik van de

protocol “private set intersection”. Met de huidige stand van zaken in technologie is het mogelijk om na te gaan welke klanten van een operator recht hebben op een sociaal tarief zonder dat de FOD economie verneemt wie klant is bij welke operator en zonder dat de operator te weten komt welke niet-klanten recht hebben op een sociaal tarief. De technische oplossing is een “privacy-by-design” protocol zoals voorgeschreven door de GDPR waarbij de partijen minimale informatie vrijgeven. Dit protocol is bekend in de wetenschappelijke literatuur als “private set intersection”; zie bijvoorbeeld⁴ ⁵. De enige vereiste is dat beide partijen een lijst hebben met een uniek nummer per burger (het rijksregisternummer of een nummer afgeleid daarvan): de FOD Economie zou beschikken over de lijst van de burgers die recht hebben op het sociaal tarief en de operator zou beschikken over de lijst van zijn klanten. Het resultaat van dit protocol zou zijn dat de operator verneemt welke van zijn klanten recht hebben op het sociale tarief. Met gelijkaardige technieken is het mogelijk om na te gaan wie gebruik maakt van het sociaal tarief bij meer dan een operator zonder dat de operatoren zelf kunnen achterhalen wie van het sociaal tarief geniet bij een andere operator en zonder dat de FOD Economie kan achterhalen wie een sociaal abonnement heeft bij welke operator (voor die gebruikers die geen fraude plegen).

14. Indien de wetgever zijn voornemen bevestigt om de gegevensverwerking zoals beoogd in te voeren en mits de voorwaarden aanwezig zijn om ervoor te zorgen dat deze noodzakelijk en evenredig is, moet zijn wettelijk kader voldoen aan de gebruikelijke kwaliteitscriteria die worden opgelegd aan de regeling voor de verwerking van persoonsgegevens. Bij het lezen ervan moeten de betrokkenen over wie gegevens worden verwerkt duidelijk kunnen zien welke verwerkingen er met hun persoonsgegevens worden uitgevoerd. Dus, zoals vereist in artikel 6.3 van de AVG, in samenhang met artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, moeten de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens nauwkeurig worden beschreven of duidelijk zijn, namelijk het (de) precieze doeleinde(n), de soorten gegevens die worden verstrekt, de categorieën van betrokkenen over wie gegevens worden verstrekt, de bewaartermijn van de gegevens, de ontvangers of

⁴ Roel Peeters, Andreas Pashalidis: Privacy-Friendly Checking of Remote Token Blacklists. IDMAN 2013: 18-33 <https://www.esat.kuleuven.be/cosic/publications/article-2303.pdf>

⁵ Benny Pinkas, Mike Rosulek, Ni Trieu, Avishay Yanai: SpOT-Light: Lightweight Private Set Intersection from Sparse OT Extension. CRYPTO (3) 2019: 401-431 <https://eprint.iacr.org/2019/634.pdf>

Advies 135/2020 - 7/21

categorieën van ontvangers aan wie hun gegevens worden verstrekt, de omstandigheden waarin zij worden verstrekt en alle maatregelen om te zorgen voor een rechtmatige en eerlijke verwerking van de persoonsgegevens. Aangezien het in het onderhavige geval gaat om de invoering van geautomatiseerde individuele besluiten, moet bovendien voorzien worden in passende maatregelen ter bescherming van de rechten en vrijheden en gerechtvaardigde belangen van de betrokkene, overeenkomstig artikel 22 van de AVG.

Aanduiding van de verwerkingsverantwoordelijke en het doeleinde van de gegevensverwerking waarop het wetsvoorstel betrekking heeft

15. Ontwerpartikel 22/1 geeft de FOD Economie de opdracht om het sociaal tarief voor telefonie en het sociaal tarief voor internet met betrekking tot telecommunicatie automatisch toe te kennen. Deze opdracht vormt het doeleinde van de onder het wetsvoorstel vallende gegevensverwerkingen, dat volgens de Autoriteit voldoende bepaald en uitdrukkelijk is.
16. Artikel 22/5 §3 wijst de FOD Economie aan als de verwerkingsverantwoordelijke van de persoonsgegevens die worden uitgewisseld op grond van artikel 22/5, §§ 1 en 2. In de eerste plaats ziet de Autoriteit het nut niet in van het beperken van de aanduiding van de verwerkingsverantwoordelijke tot de gegevensuitwisseling door de FOD Economie met de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ) en met de andere "*beheerders van authentieke informatieverwerkingssystemen*". In dit geval is het passend de verantwoordelijke(n) aan te duiden voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn om de status van beschermde residentiële klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie bij de abonnees van de operatoren te verifiëren met het oog op de automatische toewijzing van sociale tarieven door de operatoren die de universele dienst leveren.
17. In het onderhavige geval is deze aanduiding de moeite waard aangezien er verschillende instanties betrokken zijn bij de uitvoering van deze verwerking (als deze op dezelfde manier wordt uitgevoerd als die welke is voorzien voor de automatische toekenning van het sociale tarief voor energie⁶). Daarom moet worden gezorgd voor volledige voorzienbaarheid in dit opzicht ten aanzien van de betrokkenen. De aanduiding die momenteel in het ontwerpartikel 22/5 §3 wordt gegeven, is onduidelijk en lijkt onvolledig gezien de verschillende partijen die betrokken zijn bij de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de automatische toekenning van het sociaal tarief. Hoewel de lidstaten de toepassing van de regels van de AVG op bepaalde gebieden kunnen specificeren om de consistentie en de

⁶ Zie in dit verband het KB van 28 juni 2009 betreffende de automatische toepassing van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas aan de beschermde residentiële afnemers met een laag inkomen of in een onzekere situatie

duidelijkheid van het normatieve kader voor gegevensverwerking in die gebieden te waarborgen, mogen zij niet afwijken van de AVG of geen afstand doen van de daarin opgenomen definities⁷. De aanduiding van een verwerkingsverantwoordelijke in de regelgeving moet in overeenstemming zijn met de rol die deze actor in de praktijk speelt en met de zeggenschap die hij heeft over welke essentiële middelen voor de verwerking worden ingezet. Een andere beslissing zou niet alleen in strijd zijn met de letter van de tekst van de AVG, maar zou ook de doelstelling van de AVG om een consistent en hoog beschermingsniveau voor natuurlijke personen te waarborgen in gevaar kunnen brengen.

18. In dit geval blijkt uit de regelingen voor de verwerking die werd ingevoerd voor de automatische toekenning van het sociaal tarief voor energie, die de opstellers van het voorstel voornemens zijn toe te passen voor het sociaal tarief voor telecom, dat zowel de FOD Economie als de KSZ actief deelnemen aan de gegevensverwerking die nodig is om te bepalen welke abonnees in aanmerking komen voor het sociaal tarief en de essentiële middelen voor die verwerking bepalen voor de aspecten die hen aanbelangen. Daarom is de Autoriteit van mening dat zij wettelijk moeten worden gekwalificeerd als gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken. Zonder de tussenkomst van deze twee entiteiten kan de automatische toekenning van het sociaal tarief niet plaatsvinden⁸. Het wetsvoorstel moet dienovereenkomstig worden aangepast.
19. De Autoriteit merkt ook op dat in het geval van een gezamenlijke verantwoordelijkheid voor de verwerking artikel 26 van de AVG van toepassing is en verwijst voor de praktische gevolgen ervan naar punt 2 van het tweede deel van de op 2 september 2020 door de Europese Comite voor gegevensbescherming vastgestelde richtsnoeren 07/2020 betreffende de begrippen "verwerkingsverantwoordelijke" en "verwerker". Met name zal op transparante wijze moeten worden bepaald wie van de FOD Economie of de KSZ verantwoordelijk is om de betrokkenen die hun rechten in het kader van de AVG uitoefenen te beantwoorden (onverminderd het feit dat, overeenkomstig artikel 26.3 van de AVG, de betrokkenen hun rechten in het kader van de AVG kunnen uitoefenen ten aanzien van elk van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken). Aangezien de KSZ, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, alleen aan de FOD Economie de informatie zal moeten meedelen op basis waarvan het betrokken huishouden toegang kan hebben tot het sociaal tarief (zonder het statuut van uitkeringsgerechtigde (persoon met een handicap,) te specificeren of welke persoon in het huishouden dit recht op het statuut genereert), vereist de toepassing van het evenredigheidsbeginsel dat de KSZ verantwoordelijk is voor het

⁷ Zie artikel 6, 3., alinea 2, en de overwegingen 8 en 10 van de AVG.

⁸ Voor het concept van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijke, zie Guidelines 07/2020 on the concepts of controller and processor in the GDPR adopted on 2 september 2020, version 1.0, p. 17 e.v.

Advies 135/2020 - 9/21

beheer van de verzoeken om inzage die de betrokkenen indienen op grond van artikel 15 van de AVG en de betrokkenen rechtstreeks van antwoord dient. De FOD Economie zal dus niet op de hoogte zijn van de details van de situatie van de betrokkene wat betreft het soort uitkering van de sociale zekerheid die hij ontvangt (en, in voorkomend geval, het statuut van persoon met een handicap) omdat dergelijke kennis niet noodzakelijk is, aangezien het de KSZ is die deze verificaties uitvoert bij de betrokken sociale zekerheidsinstellingen. Om die reden zal een machtiging van de Koning nuttig worden opgenomen in het wetsvoorstel.

20. De Autoriteit beveelt aan dat een contactpunt binnen de KSZ ter beschikking wordt gesteld van betrokkenen die nadere informatie wensen over de redenen waarom het sociaal tarief niet automatisch wordt toegekend of automatisch is ingetrokken.

Automatisch karakter van de toekenning van het recht op het sociaal tarief en beschikbaarheid van gegevens

21. De Autoriteit merkt op dat de formulering van het ontwerpartikel 22 moet worden herzien, aangezien het in zijn huidige vorm niet voorziet in de automatische toekenning van het sociaal tarief, maar alleen in de mogelijkheid om het sociaal tarief automatisch toegekend te krijgen. Om van dit tarief te kunnen genieten, zo begrijpt de Autoriteit, moet echter aan geen enkele andere voorwaarde worden voldaan dan dat men een residentiële beschermde klant is met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van artikel 3, 10° en 4/1 van de programmawet van 27 april 2007. Daarom moeten de woorden "kan worden toegekend" worden vervangen door "wordt toegekend".
22. In dezelfde geest stelt de Autoriteit zich vragen bij de formulering van het ontwerpartikel 22/2, al. 1 dat de automatische toekenning van het sociaal tarief afhankelijk maakt van de beschikbaarheid van gegevens in het netwerk van de kruispuntbank van de sociale zekerheid. In de eerste plaats, aangezien het systeem van automatische toekenning van het sociaal tarief dat de wetgever wil invoeren met betrekking tot telecom aan dezelfde voorwaarden voldoet als het systeem dat al meer dan 10 jaar voor energie wordt toegepast, moet een voorafgaande beoordeling van de functionaliteit van het systeem en de uitvoerbaarheid ervan uitgevoerd kunnen worden zodat de regelingen voor automatische toekenning zeker zijn en niet afhankelijk zijn van de beschikbaarheid van de gegevens. Het wetsvoorstel moet in dit verband alle nodige voorzienbaarheid waarborgen. Uit de brochure van de FOD Economie over het sociaal tarief voor energie (versie juli 2020) blijkt dat de laatste categorie van rechthebbenden op dit sociaal tarief (huurders van sociale woningen) dit recht op het sociaal tarief niet automatisch krijgt omdat het de eigenaar/beheerder van

Advies 135/2020 - 10/21

het gebouw is die het energiecontract ondertekent en het sociaal tarief moet aanvragen. Indien het niet mogelijk is om het sociaal tarief automatisch toe te kennen aan bepaalde rechthebbenden, moet dit in het wetsvoorstel worden verduidelijkt, zelfs indien de Koning de bevoegdheid kan worden gedelegeerd om categorieën van begunstigten van de automatische toekenning van het sociaal tarief toe te voegen zodra dit automatisme voor deze categorieën kan worden toegepast. Indien, door de automatische toekenning van sociale rechten te koppelen aan de beschikbaarheid van gegevens, de opsteller van het wetsvoorstel veronderstelt dat de informatie over de status van de sociale uitkeringsgerechtigde (ontvanger van een leefloon, de IGO of andere...) nog niet beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid omdat het besluit om dit statuut toe te kennen te recent is, moet in plaats daarvan een redelijke termijn worden vastgesteld vanaf wanneer deze informatie beschikbaar moet zijn en moet worden voorzien in de automatische toekenning van het sociaal tarief vanaf deze periode; temeer daar de sociale tarieven nog steeds toegankelijk zullen zijn op verzoek, zoals bepaald in het ontwerpartikel 22/2, al. 3.

23. Tot slot blijkt uit de bovenvermelde brochure van de FOD Economie dat het automatisme van het sociaal tarief voor energie niet kan worden gegarandeerd wanneer een verschil wordt vastgesteld tussen de gegevens die door de energieleveranciers worden meegedeeld over hun klanten en die in het Rijksregister. Aangezien een kwaliteitsgebrek van de gegevens die door de energieleverancier of de telecomoperator worden verwerkt nadelige gevolgen kan hebben voor de automatische toegang tot het sociaal tarief, is het belangrijk om een specifieke procedure op te zetten die zowel de FOD Economie als de betrokken operator specifieke acties oplegt wanneer een kwaliteitsgebrek van de gegevens wordt vastgesteld. De FOD Economie verplichten om dit kwaliteitsgebrek te melden aan de betrokken leverancier of operator zodat deze contact kan opnemen met de betrokkene om hem te waarschuwen voor dit kwaliteitsgebrek en de mogelijke gevolgen ervan voor de automatische toegang tot het sociaal tarief en hem de mogelijkheid bieden om zijn gegevens dienovereenkomstig te rectificeren. Dit is een fundamentele beschermende maatregel voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen waarin het wetsvoorstel krachtens artikel 22 van de AVG moet voorzien, aangezien het de goedkeuring toestaat van besluiten die uitsluitend gebaseerd zijn op de automatische verwerking van persoonsgegevens, bestaande uit de automatische toekenning (of weigering) van het sociaal telecommtarief.

Bron van de sociale gegevens die nodig zijn om de voorwaarden te controleren voor de toekenning van het sociaal tarief en de tussenkomst van de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid

Advies 135/2020 - 11/21

24. Het ontwerpartikel 22/2, al 2, bepaalt dat de FOD Economie de gegevens die nodig zijn voor de toepassing van het sociaal tarief opvraagt bij de K SZ wanneer de gegevens beschikbaar zijn.
25. Wat betreft het beschikbaarheidscriterium wordt verwezen naar bovenstaande opmerkingen.
26. Indien de opsteller van het ontwerp wenst te verduidelijken dat de informatie die nodig is om het betreffende statuut van uitkeringsgerechtigde te controleren (dat voldoet aan minstens één van de criteria om in aanmerking te komen als beschermde residentiële klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van de voormelde wet van 2007) via de K SZ wordt verzameld bij de sociale zekerheidsinstellingen die bevoegd zijn om de beslissingen tot toekenning van deze sociale uitkeringen te nemen, moet deze informatie in deze bewoordingen worden verduidelijkt om een passende mate van voorzienbaarheid voor deze indirecte verzameling van persoonsgegevens te garanderen. Aangezien het verplichte karakter van de raadpleging van deze informatie via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid reeds is voorzien in artikel 14 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid (K SZ-wet), lijkt het niet nodig om daarin opnieuw te voorzien.
27. Bovendien moet, in toepassing van het evenredigheidsbeginsel en het beginsel van minimale gegevensverwerking, in het wetsvoorstel expliciet worden bepaald dat de K SZ het doel van de mededeling beperkt tot enkel de informatie dat het betrokken huishouden of de betrokkene een van de kwaliteiten van sociaal uitkeringsgerechtigde heeft die nodig zijn om te kunnen genieten van het sociaal tarief (kwaliteit van beschermde residentiële klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van artikel 3, 10° en 4/1 van de programmawet van 27 april 2007), zonder te preciseren welk statuut of de details van zijn statuut als sociaal uitkeringsgerechtigde (begunstigde van de IGO, persoon met een handicap,) noch in hoofde van welk lid of welke leden van het huishouden hij zich presenteert.

Het opzetten van een "informatiesysteem" en het bepalen van de categorieën van gegevens die bij de telecomoperatoren worden verzameld en de bronnen waaruit de FOD Economie indirect gegevens zal verzamelen

28. Artikel 22/3 voorziet impliciet in de oprichting door de FOD Economie van een databank van begunstigten van het sociaal tarief voor telecommunicatie die de persoonsgegevens bevat

Advies 135/2020 - 12/21

die nodig zijn voor de uitoefening van haar taak om automatisch sociale tarieven voor telecommunicatie toe te kennen. Om aan de gebruikelijke criteria van voorzienbaarheid te voldoen, moet dit expliciet worden vermeld. Bovendien moet de in artikel 22/3 bedoelde machtiging van de Koning worden aangevuld. Naast het bepalen van de regelmaat van de bijwerking van de noodzakelijke gegevens die in deze gegevensbank zullen worden gecentraliseerd, dient aan de Koning de taak te worden gemachtigd om de aldus in deze gegevensbank gecentraliseerde gegevenscategorieën en de bewaartermijn ervan vast te stellen, met inachtneming van het beginsel van minimale gegevensverwerking van de AVG.

29. Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer reeds heeft aangegeven in haar advies 13/2007 over het voorontwerp van wet tot regeling van de automatische toekenning van sociale tarieven voor energie, merkt de Autoriteit op dat het belangrijk is te vermijden dat gevoelige gegevens, zoals de informatie dat de betrokkene een handicap heeft of dat zijn kind een mentale of fysieke handicap heeft, onnodig worden gecentraliseerd in de gegevensbank die door de FOD Economie wordt bijgehouden.
30. Voor het overige bepaalt artikel 22/3 de bronnen van de persoonsgegevens die door de FOD Economie worden geraadpleegd om de nodige controles uit te voeren in verband met de voorwaarden om in aanmerking te komen voor het sociaal tarief, door te verwijzen naar het rijksregister van natuurlijke personen en naar "*de gegevens die toegankelijk zijn via de KSZ binnen het sociale zekerheidsnetwerk*". Zoals hierboven uitgelegd, moet de formulering van deze tweede bron worden verbeterd. Het gaat hier om de socialezekerheidsinstellingen die wettelijk bevoegd zijn om te beslissen over de toekenning van de sociale uitkeringen die behoren tot de criteria die nodig zijn om als residentiële beschermde klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van de hierboven vermelde wet van 2007 te worden beschouwd.
31. De Koning is ook gemachtigd om bij KB, beraadslaagd in de Ministerraad, deze lijst van authentieke informatiebronnen die moeten worden geraadpleegd in het kader van de opdracht van automatische toekenning van rechten uit te breiden en de modaliteiten van de raadplegingen te bepalen. Naast de bepaling dat dit koninklijk besluit zal moeten worden aangenomen na advies van de Autoriteit, moet de formulering van de machtiging aan de Koning de mogelijk betrokken informatiebronnen nauwkeuriger bepalen, namelijk de organen of overheden die wettelijk bevoegd zijn om te beslissen over de toekenning van de uitkeringen of sociale voorzieningen die behoren tot de criteria die vereist zijn om als residentiële beschermde klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van de voormelde wet van 2007 te worden beschouwd. Zoals de Autoriteit reeds heeft uitgelegd, is het niet in strijd met het legaliteitsbeginsel om de Koning te belasten met het

vaststellen van de modaliteiten van een verwerking van persoonsgegevens, zolang deze machtiging met de vereiste nauwkeurigheid wordt geformuleerd en betrekking heeft op de uitvoering van maatregelen waarvan de essentiële elementen op voorhand door de wetgever worden bepaald.

32. Artikel 22/5 §1 bepaalt dat de FOD Economie de uitwisseling van gegevens die nodig zijn voor de automatische toekenning coördineert en organiseert in overleg met de KSZ en de "beheerders van andere authentieke informatieverwerkingssystemen". De formulering van deze instanties moet worden gecorrigeerd in overeenstemming met het voorgaande punt en er moet worden verduidelijkt dat zij zullen optreden "in voorkomend geval na aanwijzing bij koninklijk besluit beraadslaagd door de ministerraad na advies van de Autoriteit" (zie hierboven).
33. Artikel 22/5, §1, al 2, bepaalt dat het identificatienummer van de sociale zekerheid (hetzij het rijksregisternummer, hetzij het identificatienummer van de KSZ) van de "gebruikers" wordt opgenomen in de lijst van personen bedoeld in artikel 6 van de KSZ-wet. Het begrip "gebruiker" moet worden gedefinieerd. Aangezien deze lijst is gedefinieerd als de lijst die "per natuurlijke persoon de soorten sociale persoonsgegevens bevat die op het netwerk beschikbaar zijn en hun locatie", is de Autoriteit van mening dat alleen klanten van telecomoperatoren die een sociaal tarief hebben, in de referentielijst van de KSZ kunnen worden opgenomen. Indien de wetgever het op die manier mogelijk wil maken dat de KSZ de FOD Economie (die het vervolgens doorgeeft aan de betrokken operator) automatisch op de hoogte brengt van een wijziging in het sociaal statuut van de betrokkene, waardoor deze geen recht meer heeft op het sociaal tarief, is het aan te bevelen dit in het wetsvoorstel te verduidelijken om alle nodige voorzienbaarheid te geven aan het feit dat niet alleen de automatische toekenning van het sociaal tarief, maar ook de automatische intrekking ervan wordt ingevoerd.
34. Het ontwerpartikel 22/4 bepaalt de gegevens die de FOD Economie ten minste eenmaal per jaar en uiterlijk op 30 september van elk jaar zal verzamelen bij de telecomoperatoren om deze automatische toekenning van het sociaal tarief te kunnen invoeren. Deze gegevens zijn als volgt: *"naam, voornaam, adres van de hoofdverblijfplaats van de abonnees, de ingangsdatum van hun contract en hun aansluitingsadres en, indien van toepassing, hun geboortedatum"*. De Autoriteit plaatst in dit verband vraagtekens bij de relevantie van het gegeven "ingangsdatum van hun contract", aangezien deze informatie niet nodig is om de voor de toekenning van het sociaal tarief vereiste verificaties uit te voeren en het ontwerpartikel 22/6 de operatoren verplicht om alleen gegevens te verstrekken over personen met wie zij een contract hebben gesloten. Bij gebrek aan een relevante

Advies 135/2020 - 14/21

rechtvaardiging in de motivering zal dit gegeven worden geschrapt. Wat het aansluitingsadres betreft, merkt de Autoriteit op dat dit niet systematisch relevant zal zijn, aangezien aan een abonnee met een contract voor mobiele telefonie (waarvoor per definitie geen aansluitingsadres op een netwerk bestaat) het sociaal tarief voor telecommunicatie kan worden toegekend. De formulering van de ontwerpbepaling moet daarom dienovereenkomstig worden aangepast. Ten slotte moet worden verduidelijkt in welk geval de geboortedatum relevant kan zijn. Indien het, zoals de Autoriteit het begrijpt, gaat om gevallen van naamgenoten die op hetzelfde adres zijn gedomicilieerd, dient dit te worden vermeld, aangezien de loutere vermelding van het facultatieve karakter ("*indien van toepassing*") van de mededeling van deze gegevens het niet mogelijk maakt te begrijpen in welk(e) geval(en) deze gegevens moeten worden verzameld en meegedeeld.

35. Voor het overige merkt de Autoriteit, met betrekking tot het kader voor het verzamelen van gegevens door de FOD Economie bij de telecomoperatoren, op dat het ontwerpartikel 26, §1 moet aangeven dat alleen gegevens over abonnees die een lopend contract hebben door de telecomoperatoren mogen worden meegedeeld.

Aanmaak van een specifieke unieke identicator en gebruik van het identificatienummer van het rijksregister door de FOD Economie (Art. 22/3, §1, al. 3 en §3)

36. Het ontwerpartikel 22/3 laat de FOD Economie toe om het rijksregisternummer te gebruiken in het kader van de automatische toekenning van het sociaal tarief en bepaalt dat de operatoren, indien nodig, een andere unieke identicator dan het nationaal registratienummer mogen gebruiken.
37. De Autoriteit herinnert eraan dat voor unieke identificatienummers speciale bescherming geldt. Artikel 87 van de AVG bepaalt dat de lidstaten die een nationaal identificatienummer vaststellen, ervoor moeten zorgen dat dit nummer alleen wordt gebruikt met passende waarborgen voor de rechten en vrijheden van de betrokkene.
38. Zoals reeds benadrukt door Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (CBPL), de rechtsvoorganger van de Autoriteit⁹, impliceren dergelijke garanties:
- dat het gebruik van een algemeen identificatienummer beperkt wordt tot de gevallen waarin dit strikt noodzakelijk is aangezien dit gebruik risico's impliceert inzake koppeling van bestanden,

⁹ Advies 19/2018 van 29 februari 2018 over het voorontwerp van de wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken.

Advies 135/2020 - 15/21

- dat de doeleinden duidelijk en expliciet worden gepreciseerd zodat men de beoogde soorten verwerkingen kan vermoeden¹⁰,
- dat de bewaartermijn en de eventuele mededelingen aan derden eveneens worden omkaderd,
- dat de technische en organisatorische maatregelen het beveiligd gebruik passend omkaderen en
- dat de niet-naleving van de bepalingen die het gebruik omkaderen gesanctioneerd worden aan de hand van effectieve, proportionele en ontradende sancties.

39. Ontwerpartikel 22/ 3 § 1, al. 3 geeft de FOD Economie het recht om het rijksregisternummer te gebruiken "*voor zover dit noodzakelijk blijkt voor de automatische toekenning*". Artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (WRR) beperkt het gebruik van het identificatienummer van het register tot taken van algemeen belang en stelt de instanties die bij of krachtens een wet bevoegd zijn om dit nummer te gebruiken, vrij van voorafgaande toestemming bij ministerieel besluit. Elke wettelijke bepaling die in een dergelijk gebruik voorziet, moet aan de gebruikelijke kwaliteitscriteria voldoen door ten minste duidelijk aan te geven voor welk concreet doel het rijksregisternummer zal worden gebruikt. De in het wetsvoorstel voorgestelde formulering schiet in dit opzicht tekort. In de eerste plaats moet elke voorwaardelijke formulering worden vermeden: indien de verwerking noodzakelijk is, voorziet de wetgever daarin en stelt de modaliteiten ervan vast, zodat deze in overeenstemming is met de beginselen van evenredigheid en noodzakelijkheid. Bovendien moet(en) het concrete doeleinde of de concrete doeleinden waarvoor de FOD Economie het nummer mag gebruiken, worden bepaald in het wetsvoorstel (unieke identificatie van de personen die recht hebben op het sociaal tarief in de databank die de FOD Economie voor dat doel bijhoudt, bewaring in de omzettingstabel tussen dit nummer en de identifier die de operator gebruikt die wordt bijgehouden door de FOD Economie met het oog op de automatische toekenning van het sociaal tarief, mededeling aan de KSZ zodat deze laatste dit nummer kan gebruiken om de databanken van de betrokken sociale zekerheidsorganen te raadplegen om na te gaan of de betrokkene beantwoordt aan de voorwaarden voor het genieten van het sociaal tarief,...). Bovendien moet de bewaartermijn van dit nummer door de FOD Economie worden afgestemd op de bewaartermijn van de andere gegevens in de databank die de FOD Economie zal beheren in het kader van de opdracht die haar door het wetsvoorstel wordt toevertrouwd; dit zal worden bepaald door een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, zoals bepaald in het ontwerpartikel 22/3 §1.

¹⁰ Enkel "identificatie" opsommen als doeleinde voor het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister beantwoordt niet aan deze criteria. De redenen waarom de identificatie plaatsvindt en raam waarin dit nummer wordt gebruikt dienen te worden gepreciseerd zodat men het soort verwerkingen kan ontwaren die zullen worden uitgevoerd met behulp van dit nummer.

40. Artikel 22/3, lid 3, voorziet "voor zover dit nodig blijkt" in het gebruik van een unieke identificator door de "leveranciers" (lees, operatoren) voor de identificatie van de "gebruiker" (lees, volgens de interpretatie van de Autoriteit, de abonnees van de operatoren)¹¹. In de eerste plaats herinnert de Autoriteit eraan dat, om de hierboven uiteengezette redenen, elke voorwaardelijke/optionele formulering in dit verband moet worden verworpen. Bovendien dient er, in plaats van het te hebben over een unieke identificator zonder verdere verduidelijking, verwezen te worden naar het "eigen identificatienummer van de operator".
41. Ten tweede, gezien het risico dat het wijdverbreide gebruik van het rijksregisternummer door de telecomoperatoren zou leiden tot uitbreiding en facilitering van de mogelijkheid om bestanden te koppelen aan die van de particuliere sector, gezien de omvang van het doelpubliek dat door de abonnees van de telecomoperatoren wordt gevormd en gezien de wettelijke beperking van het gebruik van het rijksregisternummer voor de uitvoering van taken van algemeen belang¹², is de Autoriteit van mening dat het opzetten van een conversiebestand tussen de unieke identificator die specifiek is voor elke operator en het rijksregisternummer een adequate garantie is voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen, waardoor kan worden voorkomen dat het algemene gebruik van het rijksregisternummer wordt uitgebreid tot de telecomsector (aangezien het verzamelen van gegevens niet alleen beperkt blijft tot gegevens die betrekking hebben op personen die recht hebben op het sociaal tarief, maar op alle abonnees van telecombedrijven, die een veel grotere doelgroep vormen dan de abonnees van energieleveranciers). Het is aan de wetgever om alle voorwaardelijke/optionele bewoordingen in dit verband weg te laten en reeds in het wetsvoorstel te specificeren dat dit conversiebestand moet worden veilig opgeslagen volgens de huidige stand van de techniek en dat de informatie uit dit conversiebestand alleen mag worden gebruikt om het identificatienummer van het nationaal register van abonnees op te vragen om de nodige raadplegingen uit te voeren om hun recht op het sociaal tarief te verifiëren.

Toezicht op de mededeling door de FOD Economie van de gegevens die nodig zijn voor de toekenning van het sociaal tarief aan de telecomoperatoren (artikel 22/6, §2)

42. Artikel 22/6, §2 van het wetsvoorstel biedt een kader voor de mededeling van persoonsgegevens door de FOD Economie aan de telecomoperatoren door het voorwerp ervan te beperken tot de naam van de abonnee en tot de informatie of hij al dan niet recht

¹¹ De opsteller van het wetsvoorstel zorgt voor de correctie van de gebruikte terminologie om elke onnauwkeurigheid in de modaliteiten van de omkaderde verwerking van persoonsgegevens te vermijden.

¹² Het aandeel van de activiteiten van een telecomoperator dat gewijd is aan het beheer van de toekenning van sociale tarieven is miniem in vergelijking met zijn andere activiteiten, die niet onder een opdracht van algemeen belang vallen.

Advies 135/2020 - 17/21

heeft op het sociaal tarief zonder verdere precisering. Om vergissingen met betrekking tot de persoon te voorkomen, is de Autoriteit van mening dat de naam, voornaam en hoofdverblijfplaats en, in het geval dat meerdere begunstigden op hetzelfde adres wonen en dezelfde voor- en achternaam hebben, hun geboortejaar ook moeten worden meegedeeld. Om dezelfde redenen moet ook het eigen identificatienummer van de abonnee van de telecomoperator in deze mededeling worden opgenomen. Artikel 22/6, §2 zal dienovereenkomstig worden aangevuld. Voor het overige is het beperken van de aan de operatoren verstrekte informatie tot de informatie dat de persoon al dan niet recht heeft op het sociale tarief een correcte toepassing van het beginsel van minimale gegevensverwerking van de AVG. Het is noch noodzakelijk, noch evenredig, en derhalve in strijd met de AVG, dat de telecomoperatoren op de hoogte zijn van het statuut van de sociale zekerheid, waardoor een abonnee kan profiteren van het sociaal tarief in het kader van de invoering van een systeem voor de automatische toekenning van dat sociaal tarief (behalve wanneer de betrokkene ervoor kiest om het sociaal tarief rechtstreeks bij zijn operator aan te vragen door de vereiste aangiften te doen).

Lijst van "gebruikers" die rechtstreeks bij de operatoren het recht op het sociaal tarief hebben aangevraagd door de vereiste aangiften te doen (art. 22/2, al. 3 in fine)

43. Ontwerpartikel 22/2, al. in fine, verplicht de operatoren om de lijst van hun klanten die het recht op het sociaal tarief rechtstreeks bij hen aanvragen, ter beschikking te houden van de FOD Economie. Aangezien deze gegevensverwerking niet noodzakelijk is voor de automatische toekenning van het recht op het sociaal tarief, moet artikel 22/2, al. 3 het concrete doeleinde ervan verduidelijken. Als het erom gaat de FOD Economie in staat te stellen na te gaan of er geen sprake is van fraude bij de toekenning van het sociaal tarief (om te voorkomen dat een persoon het sociaal tarief van meerdere operatoren krijgt toegewezen), dan moet dit worden verduidelijkt.
44. Voorts merkt de Autoriteit op dat het begrip "gebruiker" niet geschikt is. De term "begunstigde" van het sociaal tarief is gepaster.

Beschermende maatregelen voor de rechten en belangen van de betrokkenen (opt-out, informatie aan de betrokkenen, verwijdering van gegevens van abonnees die niet onder de voorwaarden voor de toekenning van het sociaal tarief vallen).

45. Zoals hierboven reeds is uiteengezet, voorziet het wetsvoorstel in een systeem van geautomatiseerde individuele besluitvorming in de zin van artikel 22 van de AVG, volgens

Advies 135/2020 - 18/21

hetwelk elk juridisch kader voor dergelijke besluiten passende maatregelen vereist om de rechten en vrijheden en de legitieme belangen van de betrokkenen te beschermen.

46. De Autoriteit is van mening dat de invoering van een "opt-out"-regeling, zoals voorzien in artikel 22/2 in fine, die elke belanghebbende in staat stelt bezwaar te maken tegen de verwerking van zijn gegevens voor de automatische toekenning van het sociaal tarief door zijn telecomoperator daarvan in kennis te stellen en die de telecomoperatoren verbiedt de gegevens van hun abonnees die van hun "opt-out"-regeling gebruik hebben gemaakt (ontwerpartikel 22/6, §1) aan de FOD Economie mee te delen, een onmisbare maatregel is in dit verband. Het is belangrijk dat het wetsvoorstel een specifieke informatiemaatregel oplegt over deze opt-outmogelijkheid aan de telecomoperatoren via hun facturering en hun website. De telecomoperatoren moeten ervoor zorgen dat de uitoefening van deze opt-out gemakkelijk en eenvoudig is.
47. Op dezelfde wijze zal de wetgever ervoor zorgen dat de gegevens van de abonnees die niet aan de voorwaarden voor het verkrijgen van het sociaal tarief voldoen, noch door de FOD Economie, noch door de KSZ worden bewaard, zodra de verificaties door de KSZ zijn uitgevoerd en de resultaten van deze verificaties door de FOD Economie zijn meegedeeld aan de operatoren.
48. Evenzo is de Autoriteit, om ervoor te zorgen dat de betrokkenen een correcte mate van informatiecontrole over de verwerking van hun gegevens hebben, met het oog op de geplande indirecte gegevensverzameling, van mening dat, indien de procedure voor de automatische toekenning van sociale tarieven ertoe leidt dat een begunstigde het recht op het sociaal tarief verliest, de KSZ de betrokkene een specifieke mededeling over deze automatische intrekking van het sociaal tarief moet toezenden. Ontwerpartikel 22/7, al. zal in dit opzicht op nuttige wijze worden aangevuld en zal bepalen dat de persoonsgegevens waarop de KSZ zijn besluit heeft gebaseerd (identificatie van het geraadpleegde socialezekerheidsorgaan en relevante gegevens over de sociale uitkeringen), worden opgenomen in een lijst van verplichte vermeldingen die door de KSZ moeten worden meegedeeld (naast de informatie die op grond van de artikelen 14.1 en 14.2 van de AVG is vereist). Dergelijke informatie zal ook helpen om de kwaliteit van de gegevens te controleren, aangezien de betrokkenen dan eventuele fouten of onnauwkeurigheden in hun gegevens kunnen melden.

Advies 135/2020 - 19/21

Protocolakkoord (art. 20 WVP)

49. Voor de volledigheid vestigt de Autoriteit de aandacht op het feit dat de mededeling van persoonsgegevens door de FOD Economie aan de instellingen van het primaire socialezekerheidsnetwerk, alsook de mededeling in ruil voor informatie over het al dan niet recht hebben op het sociaal tarief, via de KSZ, het voorwerp moet uitmaken van een overeenkomstig artikel 20 van de WVP gesloten protocolakkoord of, bij gebrek daaraan, van een voorafgaande beraadslaging door de gemeenschappelijke kamers van het Informatieveiligheidscomité (artikel 35/1, §1er, al. 4 van de wet van 15 augustus 2012 en art. 15, §2 van de KSZ-wet)

Databank van de begunstigden van het sociaal tarief voor telecom door het BIPT overeenkomstig artikel 22, §2 van de bijlage bij voornoemde wet van 15 juni 2005

50. Zodra het voor advies voorgelegde wetsvoorstel in werking is getreden, zal de databank met de begunstigden van het sociaal tarief voor telecom die het BIPT in uitvoering van artikel 22, §2 van de bijlage bij de voornoemde wet van 15 juni 2005 bijhoudt, moeten worden afgeschaft.

Om deze redenen,

De Autoriteit

Is van mening dat het voor advies voorgelegde wetsvoorstel als volgt moet worden aangepast:

1. Herziening van de wettelijke bepaling van de verwerkingsverantwoordelijke(n) overeenkomstig de overwegingen 15 tot en met 18;
2. Toevoeging van een machtiging van de Koning om de KSZ aan te duiden als de instelling die belast is met het beheer van de verzoeken om inzage van de betrokken personen tot de details van de verwerkingen die worden uitgevoerd om hun statuut van beschermde residentiële klant met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van artikel 3, 10° en 4/1 van de programmawet van 27 april 2007 te verifiëren (zie punt 19);
3. Correctie van de bepalingen die bepalen dat de automatische toekenning van het sociaal tarief geen recht is, maar een mogelijkheid en duidelijke en voorzienbare bepaling van de categorieën van rechthebbenden aan wie het automatische sociaal recht zal toegekend worden (zie punten 21 en 22);

4. Specifieke maatregelen invoeren om de betrokkenen te informeren met het oog op de correctie van een door de FOD Economie vastgesteld kwaliteitsgebrek van de gegevens dat de automatische toekenning van het sociaal recht in het gedrang kan brengen (zie punt 23);
5. Correctie van de desbetreffende bepalingen van het wetsvoorstel om de categorieën van via het KSZ-netwerk geraadpleegde gegevensbronnen te verduidelijken overeenkomstig overweging 26 (zie punten 26 en 30);
6. Verduidelijking dat de door de KSZ verstrekte informatie beperkt is tot de in overweging 27 bedoelde informatie;
7. Verduidelijking van de in artikel 22/3 bedoelde machtiging van de Koning overeenkomstig overweging 28;
8. Correctie van de machtiging van de Koning bedoeld in artikel 22/3, §1, al. 4 overeenkomstig overweging 31 en bijgevolg de verduidelijking van artikel 22/5, §1, al. 1 (zie punten 31 en 32);
9. Aanpassing van het ontwerpartikel 22/5, al. 2 door de categorieën van personen te specificeren die overeenkomstig overweging 33 in de lijst van personen van de KSZ moeten worden opgenomen;
10. Indien van toepassing, verduidelijking over de invoering van de automatische intrekking van het recht op het sociaal tarief (zie punt 33);
11. Correctie van de lijst van gegevens die door de FOD Economie bij de telecomoperatoren worden verzameld (artikelen 22/4 en 26, §1), overeenkomstig de overwegingen 34 en 35;
12. Specificatie van de concrete en operationele doeleinden waarvoor de FOD Economie het rijksregisternummer zal gebruiken in het kader van haar opdracht om automatisch sociale tarieven toe te kennen (zie punt 39)
13. Verplichte en niet facultatieve invoering van een identifier specifiek voor de operator voor het beheer van de automatische toekenning van sociale rechten overeenkomstig de overwegingen 40 en 41, om het gebruik van het rijksregisternummer door telecomoperatoren te voorkomen.
14. Vaststelling van de lijst met gegevens over de rechthebbenden op het sociaal tarief die door de FOD Economie aan de operatoren wordt meegedeeld (artikel 22/6, §2), overeenkomstig overweging 42;
15. Verduidelijking van het specifieke doeleinde waarvoor de operatoren het bestand bedoeld in artikel 22/2, al. 3 moeten bewaren en dit ter beschikking moeten stellen van de FOD Economie (zie punten 43 en 44);
16. Toevoeging van passende waarborgen voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen (specifieke informatie over de mogelijkheid van opt-out overeenkomstig overweging 46, verwijdering van gegevens over abonnees die niet in aanmerking komen voor het sociaal tarief, specifieke informatie in geval van automatische intrekking van het sociaal tarief) (zie punten 45 tot 48).

Advies 135/2020 - 21/21

Beveelt aan om een voorafgaande analyse uit te voeren om de relevante elementen aan het licht te brengen waaruit kan worden geconcludeerd dat het noodzakelijk en uitvoerbaar is om de automatische toekenning van sociale tarieven voor telecom in te voeren. In dit verband zal ook de nadruk worden gelegd op de elementen die de evenredigheid van het beoogde automatische toekenningssysteem rechtvaardigen. Deze elementen zullen op nuttige wijze worden geïntegreerd in de parlementaire werkzaamheden **(zie punten 9 tot 13)**.



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

